

quelques renseignements avant que nous soyons priés de faire ici des promesses. Qu'est-ce qui nous porte à croire que l'autre question nous sera soumise? Quelle est l'autre affaire et quand l'aurons-nous?

L'honorable M. LOUGHEED: J'ai déjà assuré à mon honorable ami qu'il y avait une autre affaire.

L'honorable M. KERR: Je demanderai ce qu'elle est.

L'honorable M. LOUGHEED: J'ai déjà dit ce soir que demain nous devons nous occuper de la troisième lecture du bill des subsides; il y a des résolutions que nous discuterons ce soir. Je compte que nous recevrons des Communes un message relatif à la loi des postes, et il y a le bill du remaniement.

L'honorable M. KERR: Il n'y a rien comme d'être franc. Nous devrions être traités de la même manière par l'autre côté de la Chambre. Quand devons-nous attendre l'autre besogne? L'aurons-nous quand nous nous réunirons, afin que nous puissions discuter la question? Je ne veux pas être brusque ou exigeant à ce sujet; mais je veux être ferme, et je crois que nous devons avoir à ce sujet une entente distincte et définitive.

L'honorable M. LOUGHEED: Je ne crois pas que mon honorable ami désire avoir plus de renseignements que je ne lui en ai déjà donné.

L'honorable M. WATSON: Puis-je savoir de mon honorable ami quand la résurrection a eu lieu? Il nous a dit hier que le bill des postes était mort.

L'honorable M. LOUGHEED: Mon honorable ami sait-il que la Chambre des communes nous a envoyé un message?

L'honorable M. WATSON: Oui.

L'honorable M. LOUGHEED: Eh bien, il n'est pas irraisonnable de croire que la Chambre nous enverra un autre message. Sans doute je regrette beaucoup que nous soyons obligés de retenir à Ottawa les adversaires du bill.

L'honorable M. WATSON: L'honorable ministre nous a assurés hier que le Gouvernement n'accepterait pas le bill, s'il était amendé, et il a dit qu'il était mort. Je me demandais comment il était ressuscité.

L'honorable M. BOLDUC, au nom du comité, rend compte de ses travaux et demande la permission de siéger de nouveau.

Le Sénat s'ajourne à demain, à dix heures de l'avant-midi.

L'hon. M. KERR.

## SENAT

Séance du vendredi, 12 juin 1914.

Présidence de l'honorable M. PHILIPPE LANDRY.

La séance s'ouvre à dix heures.

Prière et affaires courantes.

### BILL DES SUBSIDES.

#### TROISIEME LECTURE.

L'honorable M. LOUGHEED propose la troisième lecture du bill (228) intitulé: "Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent destinées au service public pour les exercices financiers finissant le 31 mars 1914 et le 31 mars 1915."

L'honorable M. BOSTOCK: Ce bill des subsides a été soumis à la Chambre hier soir, et nous n'avons eu que quelques minutes pour prendre en considération le montant d'argent que le pays se propose de dépenser l'année prochaine. Le total que l'honorable leader du Gouvernement a donné à cette Chambre-ci s'élevait à \$208,000,000 devant être dépensées par le pays durant cette année-ci. Il y a quelque temps, quand le budget fut discuté dans la Chambre des communes, on nous a dit que le revenu du pays s'élèverait à environ \$163,000,000, et l'on nous a dit en même temps que le revenu accusait pour l'année dernière une diminution de \$5,000,000. En comparant le montant que l'honorable ministre nous a dit hier soir, que nous allions dépenser cette année, dans le pays, avec le montant dépensé l'année dernière, nous constatons qu'il y aura dans le budget proposé une augmentation de dépenses de \$6,000,000. Nos dépenses augmentent donc toujours et notre revenu diminue. Hier soir l'honorable ministre a prétendu que les grandes dépenses du pays étaient dues à ce qu'avait fait le Gouvernement précédent; mais le Gouvernement précédent eut raison de faire ce qu'il fit, parce qu'à compter de 1902 il y eût une série d'excédents, parce que les affaires du pays augmentèrent, le revenu du pays s'accrut et tout le Dominion progressa de la manière la plus satisfaisante. Mais maintenant nous sommes arrivés à un moment où tout change, et je dis qu'il est temps que cette question soit étudiée avec beaucoup de soin. En tout cas, nous ne devrions pas voter des sommes aussi considérables lorsque notre revenu diminue comme nous le constatons. Depuis la fin de l'exercice financier 1913-1914, les rapports que nous avons reçus indiquent qu'il diminuera du-